

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE LA BONNETERIE

**C.C.T. DU 18.06.2001 CONCERNANT L'OCTROI
D'UNE INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE EN FAVEUR DE
CERTAINS TRAVAILLEURS AGES LICENCIÉS
EN CAS DE PRESTATIONS DE NUIT**

**POUR LES OUVRIERS DE LA SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE
DE L'ARRONDISSEMENT ADMINISTRATIF DE VERVIERS (S-C.P. 120.01)**

Vu le protocole d'accord du 15.06.2001 pour les ouvriers (ières) de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers ;

Vu la C.C.T. du 18.06.2001 pour les ouvriers(ières) de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers conclue pour les années 2001-2002 ;

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence ;

Vu la C.C.T. n° 17 conclue le 19.12.1974 au sein du Conseil National du Travail ;

Vu l'A.R. du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de pré pension conventionnelle ;

IL EST CONVENU ENTRE

La Centrale Chrétienne des Travailleurs du Textile et du Vêtement de Belgique
La F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant

La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique

d'une part

ET

La Fédération du Textile FEBELTEX

d'autre part,

CE QUI SUIT :

I. CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Article 1

La présente convention collective de travail est applicable à toutes les entreprises textiles relevant de la compétence de la Sous-Commission Paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (S-C.P. 120.01) et aux travailleurs qu'elles occupent.

II. PORTÉE DE LA CONVENTION

Article 2

La présente C.C.T. règle l'octroi d'une indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement et qui peuvent prouver, selon les règles établies par le

984-02 14/06/01

NEERLEGGING-DEPÔT | REGISTR-ENRE GISTR |
28-06-2001 | 28-06-2002 |
NR. N°

64316 | 12001

Ministre de l'Emploi et du Travail, qu'au moment de la cessation du contrat de travail, ils avaient été occupés pendant 20 années minimum dans un régime de travail visé à l'article 1er de la C.C.T. n°46 du 23.03.1990, rendue obligatoire par l'A.R. du 10.05.1990. En outre, ces travailleurs doivent pouvoir justifier, au moment de la cessation du contrat de travail, d'un passé professionnel de 33 années en tant que salarié, au sens de l'article 114 §4 de l'AR du 25.11.1991 relatif à la réglementation du chômage et de la loi du 26.03.1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi et les arrêtés d'exécution.

Article 3

Conformément à la loi précitée, ce régime d'indemnité complémentaire est applicable à tous les travailleurs qui sont licenciés dans la période du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002 dès l'âge de 56 ans.

Article 4

En exécution des dispositions de l'article 5 des statuts, fixés par la convention collective de travail du 21 avril 1981, conclue au sein de l'Ane. Commission Paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, instituant un Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers, et en fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal, une indemnité complémentaire est accordée aux travailleurs visés aux articles 2 et 3 à charge du Fonds, dont le montant et les conditions d'octroi et de liquidation sont définis ci-après.

De plus, les cotisations patronales spéciales imposées par les articles 268 à 271 de la Loi-Programme du 22.12.1989, par l'article 141 de la loi du 29 décembre 1990 portant des dispositions sociales, par la loi relative au plan d'action belge pour l'emploi et par les arrêtés d'exécution, sont prises en charge par le Fonds.

III. BÉNÉFICIAIRES DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE

Article 5

L'indemnité complémentaire visée à l'article 2 concerne l'octroi d'avantages semblables à ceux prévus par la convention collective de travail n° 17 conclue au Conseil National du Travail le 19 décembre 1974 aux travailleurs visés dans les articles 2 et 3, qui ont atteint l'âge de 56 ans pendant la durée de validité de la présente convention collective de travail et au moment de la cessation du contrat de travail, c.à.d. soit au moment où les travailleurs terminent leurs prestations après écoulement du délai de préavis, soit, en l'absence de délai de préavis ou lorsqu'il est mis fin anticipativement au préavis notifié, au moment où les travailleurs quittent l'entreprise.

Article 6

Sans préjudice des conditions d'ancienneté fixées par l'article 2 ci-dessus, les travailleurs doivent, pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle, satisfaire à une des conditions d'ancienneté suivantes :

- soit 15 années de travail salarié dans les secteurs textile, bonneterie, habillement, confection et/ou préparation du lin ;
- soit 5 années de travail salarié dans les secteurs textile, bonneterie, habillement, confection et/ou préparation du lin au cours des 10 dernières années dont au moins 1 an dans les 2 dernières années.

En ce qui concerne les jours de travail assimilés, il y a lieu de se référer à l'article 2 § 3 de l'arrêté royal du 7.12.1992.



Article 7

Les travailleurs visés à l'article 5 ont, dans la mesure où ils bénéficient des allocations de chômage légales, droit à l'indemnité complémentaire jusqu'à la date à laquelle ils atteignent l'âge requis pour pouvoir bénéficier de la pension légale et dans les conditions établies par la réglementation relative aux pensions.

Le régime bénéficie également aux travailleurs qui seraient sortis temporairement du régime et qui, par après, demandent à nouveau de bénéficier de celui-ci, pour autant qu'ils reçoivent à nouveau des allocations de chômage légales.

IV. MONTANT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 8

Le montant de l'indemnité complémentaire est égal à la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et l'allocation de chômage.

Article 9

A partir du 1^{er} mai 2001, l'indemnité complémentaire, dont le montant brut est inférieur à 4.000 BEF (99,16 €) par mois, est majorée jusqu'à 4.000 BEF (99,16 €) brut par mois. Cette augmentation du montant de l'indemnité complémentaire ne peut pas avoir comme conséquence que le montant mensuel brut total de cette indemnité complémentaire et des allocations de chômage dépasse le seuil pris en considération pour le calcul de la retenue du travailleur sans charge de famille à verser à l'Office National des Pensions et qui au 01.05.2001 est fixé à 38.617 BEF (957,29 €) par mois.

Article 10

La rémunération nette de référence correspond à la rémunération mensuelle brute plafonnée à 37.925 BEF (940,14 €) et diminuée de la cotisation personnelle à la sécurité sociale calculée sur base du salaire normal à 100 % et de la retenue fiscale.

La limite de 37.925 BEF (940,14 €) est rattachée à l'indice 134,52 (1971 = 100) et atteint donc 109.800 BEF (2 721,87 €) au 01.01.2001. Elle est liée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation. Cette limite est en outre révisée au 1er janvier de chaque année en tenant compte de l'évolution des salaires conventionnels conformément à ce qui est décidé à ce sujet au Conseil National du Travail.

A partir du 01.01.2000, la rémunération nette de référence est arrondie à **l'Euro supérieur**.

Article 11

1. La rémunération brute comprend les primes contractuelles qui sont directement liées aux prestations fournies par les travailleurs, qui font l'objet de retenues de sécurité sociale et dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois.

Elle comprend aussi les avantages en nature qui sont soumis aux retenues de sécurité sociale.

Par contre, les primes ou indemnités qui sont accordées en contrepartie de frais réels ne sont pas prises en considération.

2. Pour les travailleurs payés par mois, la rémunération brute est la rémunération obtenue par eux pour le mois de référence défini au 6. ci-après.
3. Pour les travailleurs qui ne sont pas payés par mois, la rémunération brute est calculée en fonction de la rémunération horaire normale.

La rémunération horaire normale s'obtient en divisant la rémunération des prestations normales du mois de référence par le nombre d'heures normales fournies dans cette période. Le résultat ainsi obtenu est multiplié par le nombre d'heures de travail prévu par le régime de travail hebdomadaire de l'ouvrier ; ce produit multiplié par 52 et divisé par 12 correspond à la rémunération mensuelle.

4. La rémunération brute des travailleurs qui n'ont pas travaillé pendant tout le mois de référence est calculée comme s'ils avaient été présents tous les jours de travail compris dans le mois considéré.

Lorsqu'en raison des stipulations de leur contrat, des travailleurs ne sont tenus de travailler que pendant une partie du mois de référence et n'ont pas travaillé pendant tout ce temps, leur rémunération brute est calculée en fonction du nombre de jours de travail prévu dans leur contrat.

5. A la rémunération brute obtenue par les travailleurs, qu'ils soient payés par mois ou autrement, il est ajouté un douzième du total des primes contractuelles et de la rémunération variable dont la périodicité de paiement n'est pas supérieure à un mois, perçues distinctement par les travailleurs au cours des douze mois qui précèdent la date du licenciement.
6. A l'occasion de la concertation prévue par l'article 15, il sera décidé de commun accord quel est le mois de référence à prendre en considération.

Lorsqu'il n'est pas fixé de mois de référence, celui-ci sera le mois civil qui précède la date du licenciement.

V. ADAPTATION DU MONTANT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 12

Le montant des indemnités complémentaires payées est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation suivant les modalités d'application en matière d'allocations de chômage, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971.

En outre, le montant de ces indemnités est révisé au 1er janvier de chaque année en fonction de l'évolution des salaires conventionnels, conformément à ce qui est décidé à ce sujet au Conseil National du Travail.

Pour les travailleurs qui entrent dans le régime dans le courant de l'année, l'adaptation en vertu de l'évolution des salaires conventionnels est opérée en tenant compte du moment de l'année où a lieu l'entrée dans le régime ; chaque trimestre est pris en considération pour ce calcul de l'adaptation.



VI. PERIODICITE DU PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 13

Le paiement de l'indemnité complémentaire a lieu mensuellement.

VII. CONCOURS DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE ET D'AUTRES AVANTAGES

Article 14

L'indemnité complémentaire ne peut être cumulée avec d'autres indemnités ou allocations spéciales, résultant du licenciement, accordées en vertu de dispositions légales ou réglementaires. Dès lors, les travailleurs licenciés dans les conditions prévues par l'article 5 devront d'abord épuiser leurs droits découlant de ces dispositions, avant de pouvoir prétendre à l'indemnité complémentaire visée à l'article 2.

VIII. PROCÉDURE DE CONCERTATION

Article 15

Avant de licencier un ou plusieurs travailleurs visés à l'article 5, l'employeur se concertera avec les représentants du personnel au sein du conseil d'entreprise ou à défaut, avec la délégation syndicale. Sans préjudice des dispositions de la convention collective de travail n° 9 du 9 mars 1972, notamment de son article 12, cette concertation a pour but de décider de commun accord si, indépendamment des critères de licenciement en vigueur dans l'entreprise, des travailleurs, répondant au critère d'âge prévu par l'article 3 peuvent être licenciés par priorité et, dès lors, bénéficier du régime complémentaire.

A défaut de conseil d'entreprise ou de délégation syndicale, cette concertation a lieu avec les représentants des organisations représentatives des travailleurs, ou à défaut, avec les travailleurs de l'entreprise.

Avant de prendre une décision en matière de licenciement, l'employeur invite en outre les travailleurs concernés par lettre recommandée, à un entretien au siège de l'entreprise pendant les heures de travail. Cet entretien a pour but de permettre aux travailleurs de communiquer à l'employeur leurs objections vis-à-vis du licenciement envisagé. Conformément à la convention collective de travail du 03.05.1972 de la C.P. 120 concernant le statut de la délégation syndicale, notamment en son article 7, les travailleurs peuvent, lors de cet entretien, se faire assister par leur délégué syndical. Le licenciement peut avoir lieu au plus tôt à partir du deuxième jour de travail qui suit le jour où l'entretien a eu lieu ou était projeté.

Les travailleurs licenciés, ont la faculté soit d'accepter le régime complémentaire, soit de le refuser et de faire dès lors partie de la réserve de main-d'oeuvre.

IX. PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE

Article 16

Le paiement de l'indemnité complémentaire est à charge du Fonds de sécurité d'existence de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

A cet effet, les employeurs sont tenus de faire usage du formulaire adéquat qui peut être obtenu au siège du Fonds, rue de Bruxelles, 41 à 4800 Verviers.

Les directives administratives du Conseil d'Administration du Fonds doivent être observées.

X. **DISPOSITIONS FINALES**

Article 17

Les formalités administratives nécessaires à l'exécution de la présente convention sont fixées par le conseil d'administration du Fonds visé à l'article 4.

Article 18

Les difficultés d'interprétation générale de la présente C.C.T. sont réglées par le conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence pour l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers par référence à et dans l'esprit de la C.C.T. n° 17 du Conseil National du Travail.

Article 19

La présente convention est valable pour la période du 1er janvier 2001 jusqu'au 31 décembre 2002 inclus. Elle est conclue sous la condition suspensive que les lois et arrêtés autorisent pareil régime de prépension.

Fait à Gand, le 18 juin 2001.

PARITAIR COMITE VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID EN HET BREIWERK

**C.A.O. VAN 18 JUNI 2001 BETREFFENDE TOEKENNING VAN EEN
AANVULLENDE VERGOEDING TEN GUNSTE VAN BEPAALDE OUDERE
ONTSLAGEN WERKNEMERS IN GEVAL VAN NACHTPRESTATIES**

**VOOR DE ARBEIDERS VAN HET PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE
TEXTIELNIJVERHEID UIT HET ADMINISTRATIEF ARRONDISSEMENT
VERVIERS (P.S.C. 120.01)**

Gelet op het protocolakkoord van 15.06.2001 voor de werklieden (werksters) uit de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers;

Gelet op de CAO van 18 juni 2001 voor de werklieden (werksters) van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, gesloten voor de jaren 2001 en 2002;

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid;

Gelet op de C.A.O. nr. 17 gesloten op 19.12.1974 in de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op het K.B. van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen;

WORDT OVEREENGEKOMEN TUSSEN:

De Christelijke Centrale der Textiel- en kledingbewerkeren van België
Het A.B.V.V. Textiel, Kleding en Diamant
De Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België

enerzijds

EN

De Textielfederatie FEBELTEX

anderzijds,

WAT VOLGT:

/. TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textielonderneming die vallen onder de bevoegdheid van het paritair subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (P.S.C. 120.01) en op de werknemers die zijn tewerkstellen.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
28-11-01 X	28-10-2002	Nº
		64316/01/2001

II. DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 2

Deze C.A.O. regelt de toekenning van een aanvullende vergoeding ten gunste van bepaalde oudere werknemers in geval van ontslag en die, volgens de regels opgesteld door het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, kunnen bewijzen dat zij, op het moment van de beëindiging van het arbeidscontract, gedurende minimum 20 jaar tewerkgesteld zijn in een arbeidsstelsel bedoeld in artikel 1 van de C.A.O. nr. 46 van 23.03.1990, algemeen verbindend verklaard bij K.B. van 10.05.0990. Deze werknemers moeten bovendien, op het moment van de beëindiging van het arbeidscontract, een beroepsverleden kunnen aantonen van 33 jaar als loontrekkende, in de zin van artikel 114§4 van het K.B. van 25.11.1991 betreffende werkloosheidsreglementering en van de wet van 26.03.1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid en de uitvoeringsbesluiten.

Artikel 3

Overeenkomstig voornoemde wet is dit stelsel van aanvullende vergoeding van toepassing op alle werknemers die zijn ontslagen in de période van 1 januari 2001 tot 31 december 2002 vanaf de leeftijd van 56 jaar.

Artikel 4

In uitvoering van de bepalingen van artikel 5 van de statuten, opgesteld door de collectieve arbeidsovereenkomst van 21 april 1981, gesloten in het vroegere Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers en tot vaststelling van de statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit, wordt een aanvullende vergoeding toegekend aan de werknemers bedoeld in artikelen 2 en 3 ten laste van het Fonds, waarvan het bedrag en de modaliteiten van toekenning en uitkering hierna worden bepaald.

Meer nog, de spéciale werkgeversbijdragen opgelegd door de artikelen 268 tot 271 van de Programmawet van 22.12.1989, door artikel 141 van de wet van 29 december 1990 houdende sociale bepalingen, door de wet betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid en door de uitvoeringsbesluiten, wordt door het Fonds ten laste genomen.

III. RECHTHEBBENDEN OP DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 5

De aanvullende vergoeding bedoeld in artikel 2 betreffende de toekenning van voordelen zoals deze bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten in de Nationale Arbeidsraad op 19 december 1974, aan de werknemers bedoeld in de artikelen 2 en 3, die de leeftijd van 56 jaar hebben bereikt tijdens de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst en op het moment van de beëindiging van het arbeidscontract, dit wil zeggen hetzij op het moment dat de werknemers hun prestaties beëindigen na afloop van hun opzeggingstermijn, hetzij, bij het ontbreken van een opzeggingstermijn of als de aangetekende opzegging vervroegd beëindigd wordt, op het moment dat de werknemers de onderneming verlaten.

Artikel 6

Ongeacht de anciënniteitsvoorwaarden bepaald door **artikel 2** hierboven, moeten de werknemers, om het conventioneel **brugpensioen** te kunnen genieten, aan een van de volgende anciënniteitsvoorwaarden voldoen:

- Ofwel 15 jaar loonarbeid in de sectoren textiel, breiwerk, kleding, confectie et/of vlasbereiding;
- Ofwel 5 jaar loonarbeid in de sectoren textiel, breiwerk, kleding, confectie **en/of** vlasbereiding tijdens de laatste 10 jaren waarvan minstens 1 jaar tijdens de laatste twee jaren.

Wat de gelijkgestelde arbeidsdagen **betreft**, kan er **verwezen** worden naar artikel 2 § 3 van het K.B. van 7.12.1992.

Artikel 7

De werknemers bedoeld in artikel 5 hebben, voor zover zij de wettelijke werkloosheidsuitkeringen genieten, recht op een **aanvullende vergoeding** **totop** de datum waarop zij de vereiste **leeftijd** bereiken om het wettelijk pensioen te kunnen genieten en onder de **voorwaarden** bepaald in de reglementering **betreffende** de pensioenen.

Het stelsel is ook van toepassing op de werknemers die tijdelijk uit het stelsel zijn gestapt en die nadien vragen om het opnieuw te kunnen genieten, voor zover zij opnieuw wettelijke werkloosheidsuitkeringen ontvangen.

IV. *BEDRAG VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING*

Artikel 8

Het bedrag van de aanvullende vergoeding is gelijk aan de **helft** van het verschil tussen het netto **referteloan** en de werkloosheidsuitkering.

Artikel 9

Vanaf 1 mei 2001 wordt de aanvullende vergoeding, waarvan het **brutobedrag** lager is dan 4.000 BEF (€ 99,16) per **maand**, verhoog tot 4.000 BEF (€ 99,16) bruto per maand. Deze verhoging van het bedrag van de aanvullende vergoeding mag niet **totgevolg** hebben dat het totale bruto maandbedrag van deze aanvullende vergoeding en van de werkloosheidsuitkeringen de drempel **overschrijdt** die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de **inhouding** van de werknemer zonder gezinslast te **storten** aan de Nationale Dienst van de Pensioenen en die op 01.05.2001 wordt vastgelegd op 38.617 BEF (€ 957,29) per maand.

Artikel 10

Het netto referteloan komt overeen met het bruto maandloon geplafonneerd op 37.925 BEF (€ 940,14) en verminderd met de persoonlijke bijdrage aan de sociale zekerheid berekend op basis van het normale **loon** aan 100 % en van de fiscale inhouding.

88

De grens van 37.925 BEF (€ 940,14) wordt gekoppeld aan de index 134,52 (1971 = 100) en bereikt dus 109.800 BEF (€ 2 721,87) op 01.01.2001. Zij is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der **consumptieprijzen**, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel van koppeling aan het indexcijfer der consumptieprijzen. Deze grens wordt bovendien herzien op 1 januari van **elkjaar**, rekening houdend met de evolutie van de conventionele **lonen**, overeenkomstig hetgeen hieromtrent wordt beslist door de Nationale Arbeidsraad.

Vanaf 01.01.2000 wordt het netto **referteloon** afgerond naar **de hogere euro**.



Artikel 11

1. Het **brutoloon** omvat de contractuele premies die direct gekoppeld zijn aan de prestaties geleverd door de arbeid(st)er, die het **voorwerp** uitmaken van inhoudingen van de sociale zekerheid en waarvan de betalingsperiodiciteit niet **hoger** is dan een maand.

Het omvat eveneens de voordelen in natura die **onderworpen** zijn aan inhoudingen van de sociale zekerheid.

De premies of vergoedingen die worden toegekend **als** tegenprestatie voor **reële** kosten worden daarentegen niet in aanmerking genomen.

2. Voor de werkmán (werkster) die per maand betaald wordt, is het brutoloon het **loon** dat door hem (haar) ontvangen wordt voor de **refertemaand** bepaald in 6. hierna vermeld.
3. Voor de werkmán (werkster) die niet per maand betaald wordt, wordt het brutoloon berekend in functie van het normale uurloon.

Het normale uurloon wordt bekomen door het loon van de normale prestaties van de refertemaand te **delen** door het aantal normale uren gepresteerd in deze période. Dit resultaat wordt **vermenigvuldigd** met het aan arbeidsuren bepaald door het wekelijks arbeidsstelsel van de werkmán (werkster); dit product vermenigvuldigd met 52 en gedeeld door **12** komt overeen met het maandloon.

4. Het brutoloon van een werkmán (werkster) die niet gedurende de **hele** refertemaand gewerkt **heeft**, wordt berekend **alsof** hij (zij) **alle** arbeidsdagen die in de betrokken maand begrepen **zijn**, aanwezig was.

Als omwille van bepalingen in zijn (haar) contract een werkmán (werkster) slechts een gedeelte van de refertemaand **moet** werken en niet gedurende deze tijd gewerkt heeft, wordt zijn (haar) brutoloon berekend in functie van het aantal arbeidsdagen bepaald in zijn (haar) contract.

5. Bij het brutoloon dat de werkmán (werkster) ontvangt, of hij (zij) per maand betaald wordt of anders, wordt een twaalfde gevoegd van het **totaal** van de contractuele premies en van het variabel loon waarvan de betalingsperiodiciteit niet hoger is dan een maand, **apart** ontvangen door de werkmán (werkster) tijdens de twaalf maanden die de **datum** van ontslag voorafgaan.

6. Tijdens het overleg bepaald door **artikel 15** zal er in onderling overleg beslist worden welke referتمااند in aanmerking moet genomen worden.

Als er geen referتمااند bepaald wordt, zal dit de kalendermaand zijn die voorafgaat aan het ontslag.

V. AANPASSING VAN HET BEDRAG VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 12

Het bedrag van de betaalde **aanvullende** vergoedingen wordt gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen volgens de toepassingsmodaliteiten inzake werkloosheidsuitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971.

Bovendien wordt het bedrag van deze vergoedingen **herzien** op 1 januari van **elke** jaar in functie van de evolutie van de conventionele lonen, overeenkomstig hetgeen hieromtrent is beslist in de Nationale Arbeidsraad.

Voor de werknemers die in het stelsel stappen tijdens het jaar, wordt de aanpassing op grond van de evolutie van de conventionele lonen uitgevoerd rekening houdend met het moment van het jaar waarop de instap in het stelsel gebeurt; elk kwartaal wordt in aanmerking genomen voor de berekening van de aanpassing.

VI. BETALINGSPERIODICITEIT VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 13

De betaling van de aanvullende vergoeding gebeurt maandelijks.

VII. CUMULATIE VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING EN ANDERE VOORDELEN

Artikel 14

De aanvullende vergoeding kan niet gecumuleerd worden met andere vergoedingen of speciale uitkeringen die **voortkomen** uit het ontslag, toegekend op grond van wettelijke of réglementaire bepalingen. De ontslagen werkmán (werkster) zal trouwens eerst, in de bepalingen bepaald door artikel 5, zijn (haar) rechten moeten uitputten die **voortvloeien** uit deze bepalingen alvorens aanspraak te kunnen maken op de aanvullende vergoeding bedoeld in artikel 2.

VIII. O VERLEGPROCEDURE

Artikel 15

Alvorens een of meer werknemers bedoeld in artikel 5 te ontslaan, zal de werkgever overleg plegen met de personeelsverantwoordelijken in de ondernemingsraad of bij gebreke hiervan met de vakbondsafvaardiging. Ongeacht de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 9 van 9 maart 1972, meer bepaald artikel 12, heeft dit overleg tot doel in onderling overleg te beslissen of, onafhankelijk van de ontslagcriteria die van kracht zijn in de onderneming, de werknemers die aan de leeftijdscriteria bepaald door artikel 3 voldoen, bij voorrang kunnen ontslagen worden en, dus, het aanvullend stelsel kunnen genieten.

Bij gebreke van een ondernemingsraad of een vakbondsafvaardiging vindt dit overleg plaats met de vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties, of bij gebreke hiervan met de werklieden (werksters) van de onderneming.

Alvorens een beslissing te nemen inzake ontslag, nodigt de werkgever bovendien de betrokken werklieden (werksters) uit per aangetekende brief voor een onderhoud ten zete van de onderneming tijdens de arbeidsuren. Dit onderhoud heeft tot doel het de werkman (werkster) mogelijk te maken zijn (haar) bezwaren mee te delen aan de werkgever over het overwogen ontslag. Overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 03.05.1972 van het P.C. 120 betreffende het statuut van de vakbondsafvaardiging, meer bepaald in artikel 7, kan de werkman (werkster) zich, tijdens dit onderhoud, laten bijstaan door zijn vakbondsafgevaardigde. Het ontslag kan ten vroegste gebeuren vanaf de tweede werkdag die volgt op de dag waarop het onderhoud heeft plaatsgevonden of was gepland.

De ontslagen werklieden (werksters) hebben de mogelijkheid om ofwel het aanvullend stelsel te aanvaarden, ofwel het te weigeren en dus deel uit te maken van de reserve van arbeidskrachten.

IX. BETALING VAN DE AANVULLENDEVERGOEDING

Artikel 16

De betaling van de aanvullende vergoeding is ten laste van het Fonds voor bestaanszekerheid van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

Daarom moeten de werkgevers het juiste formulier gebruikend dat kan verkregen worden op de zetel van het Fonds, rue de Bruxelles 41 te 4800 Verviers.

De administratieve richtlijnen van de Raad van Beheer van het Fonds moeten worden nageleefd.

X. SLOTBEPALINGEN

Artikel 17

De nodige administratieve formaliteiten voor de uitvoering van deze overeenkomsten worden bepaald door de raad van beheer van het Fonds bedoeld in artikel 4.

Artikel 18

De algemene interpretatiemoeilijkheden van deze C.A.O. worden geregeld door de raad van beheer van het Fonds voor bestaanszekerheid van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers onder verwijzing naar en in de geest van de C.A.O. nr. 17 van de Nationale Arbeidsraad.

Artikel 19

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is geldig voor de période van 1 januari 2001 tot en met 31 december 2002. *E wordt gesloten onder de opschortende voorwaarde dat de zhen* ⁴ *24/10/01*
en besluiten zo een stelsel van beugpensioen toelaten.

Gedaan te Gent op 18juni 2001